

**Direction interrégionale
de la protection judiciaire de la jeunesse
Sud-Est**

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
PASSÉ SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE**

(en application des articles L. 2120-1, L. 2323-1, R. 2123-1, R. 2123-2, et R. 2123-4
du code de la commande publique)

MINISTERE DE LA JUSTICE
Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est

**158 A RUE DU ROUET
13008 MARSEILLE**

**Evaluation de la qualité des établissements et services
relevant de la protection judiciaire de la jeunesse
conformément aux dispositions de l'article L. 312-8 du
code de l'action sociale et des familles**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Réf. : 010126-DIR-PJJ-SUD-EST

Table des matières

ARTICLE 1 ^{er} : OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS PREALABLES AU DEPOT D'UNE CANDIDATURE	4
Article 2.1 - Accréditation.....	4
Article 2.2 - Impartialité et indépendance	5
Article 2.3 - Collégialité.....	5
Article 2.4 - Confidentialité	5
Article 2.5 - Clause environnementale	6
Article 2.6 - Respect du droit du travail et clause sociale.....	6
ARTICLE 3 : DOCUMENTS DE REFERENCE ET SYSTEME D'INFORMATION.....	7
Article 4.1 - Méthodologie.....	8
Article 4.2 - Modalités spécifiques relatives à l'organisation de la visite de l'établissement ou du service.....	8
Article 4.4 - Rapport d'évaluation.....	10
Article 4.5 : Conduite de la mission d'évaluation par des personnes nommément désignées	12
Article 4.6 : Compétences et expériences requises	12
ARTICLE 5 : CONTROLE DE FONCTIONNEMENT A LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE : UNE DEMARCHE AU SERVICE DE L'AMELIORATION CONTINUE DE LA QUALITE	13
ANNEXE 1 : PRESENTATION DES SERVICES ET DE L'ÉTABLISSEMENT A EVALUER	15

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 1^{er} : OBJET DU MARCHE

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour objet l'évaluation de la qualité des établissements et services relevant de la protection judiciaire de la jeunesse conformément aux dispositions de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles et en application du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021.

Les prestations font l'objet d'un allotissement.

S'agissant du lot n°1, l'évaluation concerne :

- le service territorial éducatif de milieu ouvert dénommé « **STEMO Marseille Est** », constitué des unités suivantes :

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Le Timonier » ;

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Le Garlaban/QM des Baumettes » (PEAT).

- le service territorial éducatif de milieu ouvert dénommé « **STEMO Avignon** », constitué des unités suivantes :

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Avignon » dont PEAT ;

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Cavaillon ».

- le service territorial éducatif de milieu ouvert dénommé « **STEMO TOULON** », constitué des unités suivantes :

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Toulon Centre » dont PEAT ;

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Toulon Ouest » ;

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Toulon le Faron ».

- le service territorial éducatif de milieu ouvert dénommé « **STEMO DRAGUIGNAN** », constitué des unités suivantes :

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Draguignan » dont PEAT ;

* une unité éducative de milieu ouvert dénommée « UEMO Fréjus ».

S'agissant du lot n°2, l'évaluation concerne :

-le centre éducatif fermé ; dénommé « **Centre éducatif fermé Marseille Les Cèdres** » ;

-le service territorial éducatif d'insertion dénommé « **STEI Marseille** », constitué des unités suivantes :

*l'unité d'activités de jour, dénommée, « UEJ Sylvestre » ;

*l'unité éducative d'activités de jour, dénommée « UEAJ Ecole d'Application » ;

* l'Unité éducative d'activités de jour, dénommée « UEAJ Passerelle ».

- l'établissement de placement éducatif et d'insertion dénommé « **EPEI Avignon** », constitué des unités suivantes :

* une unité éducative d'hébergement collectif dénommée « UEHC Avignon » avec une mission Hébergement Diversifié ;

* une unité éducative d'Activités de Jour « UEAJ Avignon ».

- le centre éducatif fermé dénommé « **CEF MONTFAVET** ».

- le centre éducatif fermé dénommé « **CEF DE BRIGNOLES** ».

- l'établissement de placement éducatif et d'insertion dénommé « **EPEI DE Nice** », constitué des unités suivantes :

* une unité éducative d'hébergement collectif dénommée « UEHC de Nice » ;

* une unité éducative d'Activités de Jour « UEAJ Toulon » ;

* une unité éducative d'Hébergement Diversifié, dénommée « l'UEHD d'Antibes ».

Une présentation de ces services et établissements est annexée au présent cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 2 : CONDITIONS PREALABLES AU DEPOT D'UNE CANDIDATURE

Article 2.1 - Accréditation

L'organisme chargé de l'évaluation doit répondre aux conditions fixées par le décret n°2022-742 du 28 avril 2022 *relatif à l'accréditation des organismes pouvant procéder à l'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS)* et figurer sur la liste publiée sur le site internet de la Haute Autorité de santé.

Pour pouvoir procéder à l'évaluation, l'organisme doit être accrédité par le Comité français d'accréditation mentionné à l'article 137 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 *de modernisation de l'économie* ou par tout organisme européen équivalent signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation selon la norme EN ISO/IEC 17020 - Evaluation de la conformité - Exigences pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection en tant qu'organisme de type A ou C, dans les conditions fixées par cette norme et par le « *cahier des charges applicable aux organismes chargés de l'évaluation des ESSMS* », élaboré par la Haute Autorité de santé, relatif aux exigences spécifiques, complémentaires à la norme d'accréditation.

Par dérogation aux dispositions précédentes, l'organisme évaluateur qui justifie d'une recevabilité opérationnelle favorable, mentionnant précisément la portée de l'accréditation sollicitée, peut procéder, dans l'attente de son accréditation, à l'évaluation, pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la date de la notification de la recevabilité opérationnelle favorable. L'organisme évaluateur qui procède à des évaluations dans le cadre de cette dérogation doit l'indiquer expressément par écrit à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse.

L'organisme accrédité ou détenteur d'une recevabilité opérationnelle favorable doit informer sans délai la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de tout changement de statut concernant son accréditation en application de l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021.

En cas de perte d'accréditation du titulaire, le présent marché sera résilié en application des articles 36 et 38.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021 ainsi que de l'article R. 2191-30 du code de la commande publique et sans que l'attributaire puisse prétendre à une rémunération ou à une indemnité compensatoire.

Article 2.2 - Impartialité et indépendance

L'organisme évaluateur doit respecter l'ensemble des prescriptions relatives à l'impartialité et l'indépendance fixées par le « *cahier des charges applicable aux organismes chargés de l'évaluation des ESSMS* ».

Article 2.3 - Collégialité

L'organisme évaluateur doit mettre en œuvre l'évaluation dans un cadre permettant de garantir la collégialité de l'évaluation réalisée.

L'organisme évaluateur doit constituer des équipes **d'au moins deux intervenants pour la réalisation d'une mission d'évaluation en établissement ou service**, afin d'en garantir la collégialité. Le nombre d'intervenants pour chaque établissement ou service est fixé par l'organisme évaluateur dans son mémoire technique. Le déroulé des différentes séquences de l'évaluation (référentiel et méthodes) est réparti entre les intervenants qui confrontent leurs regards en synthèse.

Article 2.4 - Confidentialité

L'organisme évaluateur s'engage à ne pas céder, dupliquer, divulguer à un tiers, à quelque titre que ce soit, tout ou partie des données recueillies dans le cadre de la mission d'évaluation réalisée dans l'établissement ou le service, en dehors de ce qui est exigé pour le rapport de visite.

Le rapport de visite devra garantir **l'anonymat des personnes qui ont pris part à l'évaluation** et appliquer les clauses mentionnées aux articles 5.1 et 5.2 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021.

L'organisme évaluateur peut être amené à examiner :

- les dossiers des jeunes afin de repérer les différentes étapes de leur prise en charge, la nature des contacts avec les jeunes et leurs fréquences (entretiens, démarches, accompagnement...), la tenue de réunions de synthèse portant sur la situation des jeunes, les comptes rendus et les suites de ces réunions, l'existence de rapports, notes de situation et les délais de transmission au prescripteur... ;
- les différents écrits produits par les services évalués afin de pouvoir apprécier leur contenu tant sur le fond que la forme, le travail d'écriture mené par les professionnels constituant souvent un aspect important du travail mené en lien avec la commande judiciaire.

Concernant le travail à mener dans le cadre de dossiers judiciaires, l'organisme évaluateur doit ainsi respecter les dispositions suivantes :

- ne consulter les dossiers et les écrits éducatifs qu'ils contiennent que sur les sites avec l'accord du directeur de l'établissement et du service ;
- ne faire aucune photocopie, aucune photographie d'aucune des pièces consultées ;
- avoir une prise de notes qui ne comporte aucun élément d'identification d'une situation précise ;
- respecter dans le rapport d'évaluation ces principes d'anonymisation ;
- ne faire porter les commentaires que sur les pratiques et leur traçabilité telles que contenues dans les dossiers.

L'exécution des prestations nécessite l'audition de mineurs sous protection judiciaire. L'organisme évaluateur doit respecter **leur anonymat sous peine de poursuites judiciaires**.

De plus, l'organisme évaluateur est tenu de respecter les **obligations de discrétion, de sécurité et de secret concernant l'ensemble du dispositif de sécurité des services visités ou auquel il aurait accès au titre du présent marché**.

En cas de violation par l'organisme évaluateur des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Article 2.5 - Clause environnementale

Le présent marché étant soumis au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021, le titulaire s'engage dans une démarche écoresponsable afin de tenir compte :

- des économies d'énergie et du développement des énergies renouvelables ;
- de la prévention de la production des déchets et de leur orientation vers des filières de valorisation ;
- des pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- de la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- de la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Outre le respect de l'article 16.1.2 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021, le titulaire a l'obligation de favoriser l'achat de matières recyclées, dans une proportion de 20 à 40% ainsi que de privilégier la dématérialisation des supports de formation.

Article 2.6 - Respect du droit du travail et clause sociale

Le titulaire s'engage à respecter les obligations prévues par l'article 6 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021. Le titulaire s'engage également à mettre en œuvre les conditions d'exécution du marché prévues à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique ainsi que les dispositions prévues à l'article 16.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021. Le dispositif d'insertion par l'activité économique mis en place dans le cadre du présent marché vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi

et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle ou suivis en mission locale, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique. En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser est de 298 heures minimum par an.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS DE REFERENCE ET SYSTEME D'INFORMATION

- Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Article L312-8 du CASF
- Loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et des familles
- Décret 2007-978 du 15 mai 2007 fixant le contenu du cahier des charges pour l'évaluation des activités et de la qualité des prestations des établissements et services sociaux et médico-sociaux
- Décret 2010-1319 du 3 novembre 2010 relatif au calendrier des évaluations et aux modalités de restitution des résultats des évaluations des établissements et services sociaux et médicosociaux.
- Circulaire n° DGAS/SD5C/2011/398 du 21 octobre 2011 relative à l'évaluation des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médicosociaux.
- Recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM devenue HAS au 1er avril 2018).

Conformément au cahier des charges applicables aux organismes chargés de l'évaluation des ESSMS de la HAS, l'évaluation est réalisée sur la base des outils et méthodes de la HAS : la procédure, le référentiel, le manuel d'évaluation et le système d'information dédié (Synaé).

Elle s'inscrit par ailleurs dans le cadre de **la note relative à l'évaluation de la qualité des établissements et services de la DPJJ en date du 16 janvier 2024.**

Afin de garantir que les intervenants disposent des connaissances spécifiques relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et établissements de la PJJ ainsi qu'aux caractéristiques du public accueilli en DIR SUD EST, un temps de travail avec la direction des missions éducatives sera fixé en amont de la démarche d'évaluation avec le titulaire du marché retenu. Celui-ci devra indiquer clairement les engagements qu'il attend de la part de la DIRPJJ SUD-

EST et des 10 établissements/services concernés par l'évaluation externe, pour mener à bien la mise en œuvre de la prestation. Ces engagements doivent être définis dans le temps en détail (acquisition d'éléments, charges humaines etc...).

Le titulaire a la possibilité de solliciter la Direction des Missions Educatives de la DIR Sud-Est dès lors qu'il a besoin d'éclaircissements supplémentaires.

Dans le cadre de l'exécution de la prestation, le directeur de service sera l'interlocuteur privilégié des intervenants et veillera au bon déroulement de l'évaluation et au respect des termes du contrat, en lien et avec le soutien de la DIR. Le nom de l'interlocuteur et ses coordonnées seront mentionnés dans **l'annexe 2 : Noms des cadres et coordonnées des services à évaluer.**

ARTICLE 4 : PROCESSUS D'EVALUATION

Article 4.1 - Méthodologie

Le « *référentiel d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux* » est structuré en 3 chapitres. Chacun des chapitres est directement associé à une méthode d'évaluation qui doit être utilisée par l'organisme évaluateur :

- chapitre 1 : la personne – méthode de l'accompagné tracé ;
- chapitre 2 : les professionnels – méthode du traceur ciblé ;
- chapitre 3 : l'ESSMS – méthode de l'audit système.

Les méthodes d'évaluation sont présentées dans le référentiel précité et développées dans le « *manuel d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux* ».

Chacun des critères du chapitre considéré est évalué au travers de la méthode d'évaluation retenue, grâce à différents moyens à déployer :

- les entretiens ;
- la revue documentaire ;
- l'observation.

Article 4.2 - Modalités spécifiques relatives à l'organisation de la visite de l'établissement ou du service

La durée, le nom et le profil des intervenants missionnés ainsi que le planning détaillé de la visite d'évaluation pour chaque établissement ou service sont fixés par l'organisme évaluateur dans son mémoire technique.

S'agissant du planning, les séquences à prévoir sont de deux ordres :

- des séquences organisationnelles : réunion d'ouverture, visite de la structure, débriefing journalier, bilan de fin de visite ;
- des séquences d'investigations : entretiens à réaliser sur la base des critères d'évaluation applicables à l'établissement ou au service évalué et des méthodes d'évaluation définies, consultation documentaire et observations.

Les dates de visite d'évaluation font l'objet d'une programmation annuelle déterminée par la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est.

Le calendrier défini n'est qu'une programmation prévisionnelle et pourra être révisé par la DIR PJJ Sud-Est en collaboration avec le titulaire en fonction des aléas. Dans ce cas, une nouvelle date sera recherchée en collaboration avec le titulaire.

En cas de désaccord, les dates de visite sont fixées unilatéralement par la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse.

Les intervenants s'efforceront de respecter la vie du service et les différents rythmes organisationnels.

L'évaluation doit être réalisée sur la base d'une démarche de participation des professionnels et des usagers.

La mission devra expressément comprendre les phases suivantes :

- une phase initiale pour le démarrage de la mission avec la validation des modalités de déroulement de la mission (calendrier, méthodologie, recueil des informations quantitatives et qualitatives) ;
- une phase d'observation et de description au cours de laquelle il sera important de se déplacer sur site aux moments clés de la prise en charge éducative, en fonction de la spécificité de l'établissement ou du service objet de l'évaluation ;
- une phase d'étude et d'analyse ;
- en fin d'étude pour la validation finale par la remise d'un pré-rapport puis d'un rapport d'évaluation (résultats, synthèses, préconisations et élaboration d'un plan d'actions) sur papier et informatique ;
- une réunion de présentation aux usagers et professionnels qui auront participé à l'évaluation externe avec un rendu de la mission complète.

Conformément à l'annexe 3-10 du CASF, l'évaluation doit répondre à des exigences de qualité en termes de pertinence, de fiabilité et de transparence.

Les dimensions suivantes devront être appréciées avec une attention particulière et les résultats se retrouver dans le rapport :

- existence d'un projet de service ou d'établissement, valide et opérant ;
- existence de projets d'accompagnement et/ ou de prise en charge pour les jeunes, actualisés et opérants (dossier jeunes, DIPPC, PCPC) ;
- existence d'une procédure de prévention et de traitement des incidents/ gestion des risques de maltraitance ;
- existence d'une gestion active des ressources humaines (ex : instances de dialogue de gestion interne) ;
- plan de formation, évaluation individuelle, analyse des pratiques ;
- inscription de l'établissement dans une démarche d'auto-évaluation et dans un plan d'amélioration de la qualité ;
- ouverture de l'établissement ou du service sur son environnement (ex : activités extérieures, intervenants externes, partenariats formalisés...).

Durant la visite d'évaluation, l'établissement ou le service doit communiquer aux intervenants de l'organisme tous les documents nécessaires à l'évaluation et faciliter les rencontres.

Article 4.3 - Modalités spécifiques relatives aux entretiens avec les mineurs, les jeunes majeurs et les titulaires de l'autorité parentale

L'établissement ou le service dresse une liste des personnes susceptibles d'être reçues en entretien par l'organisme évaluateur dans le cadre des séquences « accompagnés traceurs ». Le nombre de ces séquences (au minimum 3 par unité) est adapté aux différents profils existants dans les établissements ou services considérés. Il est fixé par le titulaire du marché dans son mémoire technique.

La liste arrêtée par l'établissement ou le service mentionne des personnes aux profils et aux parcours diversifiés. Leur nombre est, dans la mesure du possible, égal au double du nombre précité de séquences « accompagnés traceurs ».

L'établissement ou le service informe ces personnes et sollicite leur consentement en amont de la visite.

Au moment de la visite d'évaluation, l'établissement ou le service propose aux intervenants de l'organisme cette liste qui précise les éléments suivants :

- caractéristiques de la personne (exemples : âge, sexe, etc.) ;
- durée d'accompagnement ;
- le type de mesures (investigation, mesures éducatives, peine) ;
- autres informations utiles (exemples : demande à être accompagnée lors de l'entretien).

L'objectif est de permettre aux intervenants de l'organisme évaluateur d'appréhender tous les éléments utiles à la sélection du profil des personnes à rencontrer.

L'établissement ou le service présente aux intervenants la fiche de recueil de consentement pour la réalisation de l'entretien signée par la personne et, le cas échéant, par son représentant légal.

Les intervenants font le choix définitif des personnes à rencontrer sur la base de la présélection présentée. Leur choix doit permettre un entretien avec des personnes aux profils diversifiés permettant d'aborder les différentes modalités d'accompagnement proposées au sein de la structure et la diversité des publics accueillis.

Avant sa rencontre avec la personne, les professionnels présentent à l'intervenant les éléments d'actualité relatifs à son accompagnement, les éléments sensibles pour la personne et tout autre élément dont il doit tenir compte lors de l'entretien. La personne peut être accompagnée par la personne de son choix lors de cette séquence (proche, tuteur, parent...).

Article 4.4 - Rapport d'évaluation

La mission d'évaluation doit faire l'objet d'un rapport d'évaluation rédigé sur la base des outils élaborés par la Haute Autorité de santé et disponibles par extraction des données enregistrées sur la plateforme Synaé.

Le rapport d'évaluation reprend l'ensemble des éléments d'évaluation du référentiel cotés. Il met en valeur les axes forts, ainsi que les axes de progrès identifiés.

Les différentes parties qui composent le rapport d'évaluation sont :

- la présentation de l'établissement ou du service évalué ;
- la cotation des différents critères et objectifs du référentiel ;
- un focus sur les critères impératifs ;
- une synthèse par chapitre des différentes thématiques du référentiel d'évaluation ;
- le niveau global atteint par l'établissement ou le service ;
- les observations émises par l'établissement ou le service

Une vigilance particulière sera portée au niveau des éléments de preuve de la part des intervenants puisque celles-ci viendront soutenir la démarche d'auto-évaluation des services qui devra ensuite être conduite par chaque directeur d'établissement en continu.

L'organisme évaluateur transmet à l'établissement ou au service (via la plateforme Synaé) le rapport de visite **au plus tard un mois après la visite d'évaluation**.

Une copie de ce rapport est adressée à la direction territoriale compétente et à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse dans la même temporalité .

L'établissement ou le service dispose de 1 mois à compter de la réception du rapport pour s'assurer de la représentation des opinions de chacune des personnes interrogées et pour formuler ses observations (via la plateforme Synaé) et les retourner à l'organisme évaluateur.

L'organisme évaluateur procède à la clôture du rapport d'évaluation et le communique définitivement :

- à l'établissement ou au service (via la plateforme Synaé) au plus tard 1 mois à compter de la réception des observations de l'établissement ou du service (cf. article 3.2 du présent cahier des clauses techniques particulières) ;
- à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse par courrier et courriel ;
- au préfet ainsi qu'à la Haute Autorité de Santé conformément aux dispositions de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

L'établissement ou le service peut signaler à la Haute Autorité de Santé, via la plateforme Synaé, tout manquement de l'organisme évaluateur, ou de ses intervenants, constaté lors de la visite ou dans le déroulé de la procédure d'évaluation.

L'organisme évaluateur a l'obligation d'informer la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse et l'(les) autorité(s) compétente(s) des faits ou manquements pouvant être passibles de poursuites pénales ou mettant en jeu la sécurité des personnes accompagnées que ses intervenants auraient constatés au cours d'une visite.

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à la Directrice Interrégionale de la Protection judiciaire de la Jeunesse Sud-Est, et à tout organisme ou personne morale de droit privé ou publique à qui la Directrice Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Est souhaite communiquer ces informations, le droit d'utiliser ou de faire utiliser librement les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes.

Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Le titulaire du marché autorise la Directrice Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Est à extraire, réutiliser et communiquer librement et rendre public les rapports et études remis dans le cadre du présent marché.

Article 4.5 : Conduite de la mission d'évaluation par des personnes nommément désignées

Les évaluations sont intégralement réalisées par les intervenants mentionnés dans le mémoire technique.

Si une personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, l'organisme évaluateur doit :

- en aviser, sans délai, la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par l'organisme évaluateur est considéré comme accepté par la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse, si celle-ci ne le récuse pas dans le délai de **trente jours** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse récuse le remplaçant, l'organisme évaluateur dispose d'un délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est est motivée. Les avis, propositions et décisions de la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles du 30 mars 2021.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Article 4.6 : Compétences et expériences requises

L'organisme évaluateur doit déployer des ressources adaptées aux missions d'évaluation du présent marché. Il doit garantir la qualité des prestations et la compétence de ses intervenants.

Les intervenants doivent pouvoir démontrer leurs connaissances et aptitudes dans l'exercice de leurs missions, soit par un diplôme au minimum de niveau 6 (licence, licence professionnelle, BUT, maîtrise, master 1), soit par la validation de l'expérience professionnelle.

Les intervenants doivent :

- disposer de qualités relationnelles et d'adaptation aux personnes accompagnées et professionnels rencontrés en établissement et service social et médico-social ;

- faire preuve de bienveillance et d'écoute pour installer les conditions d'un échange constructif ;
- disposer d'une bonne communication écrite et orale ;
- disposer d'une bonne connaissance de la réglementation, de l'organisation et du fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux, ainsi que des profils des publics accompagnés, des process métiers et des types d'accompagnement proposés par les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- savoir définir le périmètre d'évaluation et appliquer les critères d'évaluation correspondant à la mission ;
- conduire les évaluations sur la base des outils et méthodes d'évaluation publiés par la Haute Autorité de Santé ;
- vérifier l'exactitude des informations recueillies, se questionner, analyser et rédiger un rapport circonstancié ;
- savoir travailler en équipe.

Les intervenants doivent également :

- **démontrer une expérience professionnelle d'au moins trois années dans le secteur social et médico-social** (métier de l'intervention sociale, éducative ou soignante, d'encadrement technique et opérationnel en établissement et service social et médico-social, d'auditeur, d'évaluateur ou de qualicien) ;
- être en activité ou avoir cessé d'exercer une activité professionnelle depuis moins de trois ans.

En l'absence de ces compétences et expériences, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 5 : CONTROLE DE FONCTIONNEMENT A LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE : UNE DEMARCHE AU SERVICE DE L'AMELIORATION CONTINUE DE LA QUALITE

Le contrôle de fonctionnement est prévu par la note du 22 septembre 2016 *relative aux conditions d'application du décret n°2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés, établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse* et la note du 6 juin 2017 *relative à l'organisation du contrôle à la protection judiciaire de la jeunesse*.

La note du 1^{er} février 2023 et ses annexes vient cadrer la politique de contrôle interne à la DPJJ.

Les établissements et les services de la protection judiciaire de la jeunesse à évaluer peuvent avoir fait l'objet d'un contrôle de fonctionnement. Cette démarche s'inscrit dans les différentes formes et dispositifs de contrôle opérés par la direction interrégionale.

En effet, à son niveau, chaque directeur interrégional est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de contrôle. A cette fin, il assure notamment sur le ressort de son inter région, les missions suivantes :

- la maîtrise des risques identifiés à tous les niveaux sur son ressort ;
- le contrôle de gestion dans une logique d'efficience ;
- le contrôle de l'activité et du fonctionnement des établissements et services du secteur public et du secteur associatif habilité situés sur son ressort, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité.

Cette mission de contrôle de l'activité et du fonctionnement des établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse consiste en un examen méthodique et objectif des procédures et des pratiques. Il donne lieu à des préconisations mises en œuvre dans un plan d'action et à une diffusion à l'ensemble de l'institution des bonnes pratiques participant à l'amélioration de la prise en charge. Il s'inscrit dans une logique corrective.

A ce titre, le contrôle de fonctionnement est d'abord, pour tout établissement ou service contrôlé, un outil d'amélioration continue de la qualité car il permet, à partir des constats établis sur l'analyse des éléments objectivés, de vérifier la mise en œuvre des référentiels de la protection judiciaire de la jeunesse.

La date du dernier contrôle de fonctionnement des services et de l'établissement à évaluer est précisée en annexe.

Le rapport définitif du contrôle de fonctionnement pourra être communiqué à l'organisme évaluateur.

Article D241-10 (code de la justice pénale des mineurs)

Les **établissements et services** de la protection judiciaire de la jeunesse du ministère de la justice exercent les missions suivantes :

1° L'aide à la préparation des décisions de l'autorité judiciaire prises en application des législations relatives à l'enfance délinquante ou à l'assistance éducative par l'apport d'éléments d'information et d'analyse relatifs à la situation de mineurs susceptibles de faire l'objet desdites décisions et par la formulation de propositions éducatives.

A ce titre, les établissements et services mettent en œuvre les mesures d'investigation ordonnées par l'autorité judiciaire en application du présent code et du code de procédure civile et concourent à la préparation des décisions de justice à caractère pénal conformément aux dispositions du code de procédure pénale.

2° La mise en œuvre des décisions de l'autorité judiciaire prises en application du présent code, des législations et réglementations relatives à l'assistance éducative ou à la protection judiciaire des majeurs jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans. A ce titre, les établissements et services assurent :

a) Selon les cas, la mise en œuvre et le suivi des décisions civiles et pénales de mesures d'investigation, mesures éducatives, mesures de sûreté, peines et aménagements de peines prononcées par les juridictions à l'égard des mineurs et des majeurs jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans en application du présent code, des articles 375 à 375-8 du code civil, du code pénal et du décret du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

b) Une intervention éducative continue auprès de tous les mineurs détenus ;

c) La mise en œuvre d'actions de préformation, de formation et de préparation à la vie professionnelle et l'organisation permanente, sous la forme d'activités de jour, d'un ensemble structuré d'actions qui ont pour objectifs le développement personnel, la promotion de la santé, l'intégration sociale et l'insertion professionnelle du mineur ou du majeur jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans ;

3° L'accueil et l'information des mineurs et des familles dont les demandes sont susceptibles de relever de la justice des mineurs ;

4° La participation aux politiques publiques visant :

a) La coordination des actions de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse avec celles des collectivités publiques en vue d'assurer une meilleure prise en charge des mineurs délinquants ou en danger ;

b) L'organisation et la mise en œuvre d'actions de protection de l'enfance et de prévention de la délinquance.

Article D241-13 (code de la justice pénale des mineurs)

Les **établissements de la protection judiciaire de la jeunesse** exercent les missions définies au 1°, aux a et c du 2° et au 4° de l'article D. 241-10. A ce titre, ils :

- a) Accueillent en hébergement les mineurs et, le cas échéant, les majeurs jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans placés par les juridictions ;
- b) Evaluent la situation, notamment familiale et sociale, de chaque personne accueillie, le cas échéant aux fins d'élaborer des propositions d'orientation à l'intention de l'autorité judiciaire ;
- c) Organisent la vie quotidienne des personnes accueillies ;
- d) Elaborent pour chaque personne accueillie un projet individuel ;
- e) Accompagnent chaque personne accueillie dans toutes les démarches d'insertion ;
- f) Assurent à l'égard de chaque personne accueillie une mission d'entretien ;
- g) Assurent à l'égard des mineurs accueillis une mission de protection et de surveillance ;
- h) Exercent, dans le cadre de l'exécution des peines et des mesures de sûreté, le contrôle des obligations imposées aux personnes qui leur sont confiées.

Article D241-18 (code de la justice pénale des mineurs)

Les **services territoriaux éducatifs de milieu ouvert** et les services territoriaux éducatifs de milieu ouvert et d'insertion assurent :

- a) Sans préjudice des attributions dévolues aux services éducatifs auprès des tribunaux, une permanence éducative dans les tribunaux judiciaires pourvus d'un tribunal pour enfants, qui consiste à accueillir et informer les mineurs et leurs familles et à mettre en œuvre les prescriptions de l'autorité judiciaire ordonnées en application des dispositions des articles L. 322-4, L. 322-5, L. 422-4 et L. 423-6 ;
- b) L'apport d'éléments d'information et d'analyse susceptibles d'éclairer l'autorité judiciaire dans le cadre de sa prise de décision conformément aux dispositions du 1° de l'article D. 241-10 ;
- c) La mise en œuvre jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans, des décisions civiles et pénales, autres que les mesures de placement, mentionnées à l'article D. 241-10, dans l'environnement familial et social des mineurs et des majeurs, en apportant, le cas échéant, aide et conseil à la famille du mineur ;
- d) Des interventions éducatives dans les quartiers des établissements pénitentiaires spécialement réservés aux mineurs, mentionnés à l'article L. 124-1 ;

e) L'aide à l'insertion sociale et professionnelle par la mise en œuvre des actions prévues au c du 2° de l'article D. 241-10.

**LE SERVICE TERRITORIAL ÉDUCATIF DE MILIEU OUVERT
DÉNOMMÉ « STEMO MARSEILLE EST »**

(DIRECTION TERRITORIALE DES BOUCHES DU RHONE)

Le service territorial éducatif de milieu ouvert de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « STEMO Marseille Est », adresse : 257 rue Saint Pierre, 13005 Marseille, est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative de milieu ouvert du Timonier, dénommée « UEMO Le Timonier », 257 rue Saint Pierre, 4^{ème} étage : 13005 Marseille
- une unité éducative de milieu ouvert du Garlaban, dénommée « UEMO Le Garlaban », 257 rue Saint Pierre, 5^{ème} étage : 13005 Marseille

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	APT
UEMO Le Timonier		0.5	1	1		6.65	2	1			
UEMO Le Garlaban		0.5	1	1		6.8	2	Même DS			

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2019

**LE SERVICE TERRITORIAL ÉDUCATIF DE MILIEU OUVERT
DÉNOMMÉ « STEMO AVIGNON »**

(DIRECTION TERRITORIALE ALPES-VAUCLUSE)

Le service territorial éducatif de milieu ouvert de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « STEMO Avignon », adresse : 6 Passage de l'Oratoire, 84000 Avignon, est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative de milieu ouvert, dénommée « UEMO Avignon », adresse : 6 Passage de l'Oratoire 84000 Avignon,
- une unité éducative de Cavaillon, dénommée « UEMO Cavaillon », adresse : 100 rue du Comtat Actipôle - Bât. A, 84300 Cavaillon

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	APT
UEMO Avignon		1	2	1		13	2	1			
UEMO Cavaillon		1	1	1		7	1	Même DS			

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2019

**LE SERVICE TERRITORIAL ÉDUCATIF DE MILIEU OUVERT
DÉNOMMÉ « STEMO TOULON »**

(DIRECTION TERRITORIALE DU VAR)

Le service territorial éducatif de milieu ouvert de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « STEMO de Toulon », adresse : 120 avenue Franklin Roosevelt, 83 000 Toulon, est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative de milieu ouvert de Toulon Ouest, dénommée « UEMO Toulon Ouest », 157 route de Marseille, 83200 Toulon
- une unité éducative de milieu ouvert de Toulon Centre, dénommée « UEMO Toulon Centre », 120 avenue Franklin Roosevelt, 83 000 Toulon.
- une unité éducative de milieu ouvert Toulon Le Faron, dénommée « UEMO Toulon Le Faron », Immeuble le Nobel, 9009 avenue de l'Université, 83160 La Valette du Var.

***Des déménagements sont prévus autour de novembre 2025 (sur au moins 2 unités)**

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	APT
UEMO Toulon Ouest		1	0	1		8	0	1			
UEMO Toulon Centre		1	1	1		9	1	Même DS			
UEMO LE Faron		1	1	1		7	1	Même DS			

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2023 contrôle thématique CJPM

**LE SERVICE TERRITORIAL ÉDUCATIF DE MILIEU OUVERT
DÉNOMMÉ « STEMO DRAGUIGNAN »**

(DIRECTION TERRITORIALE DU VAR)

Le service territorial éducatif de milieu ouvert de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « STEMO DRAGUIGNAN », adresse : 59 boulevard de l'Hyppolyte Mège Mouriès, Immeuble le Galien, 83 300 DRAGUIGNAN est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative de milieu ouvert, dénommée « UEMO FREJUS », adresse :36 rue de l'Intendance, 83600 FREJUS.
- une unité éducative de milieu ouvert, dénommée « UEMO DRAGUIGNAN », 59 boulevard de l'Hyppolyte Mège Mouriès, Immeuble le Galien, 83 300 DRAGUIGNAN.

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	APT
UEMO FREJUS		1	1	1		8	1	Poste vacant			
UEMO DRAGUIGNAN		1	1	1		10	1	A pourvoir			

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2019

SERVICE TERRITORIAL ÉDUCATIF DE MILIEU OUVERT
CENTRE EDUCATIF FERME
DÉNOMMÉ « **CEF Les Cèdres** »

(DIRECTION TERRITORIALE Bouches-du-Rhône)

Le Centre éducatif Fermé de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « CEF Les Cèdres », adresse : 8 avenue Viton, 13009 Marseille, est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative de centre éducatif fermé, dénommée « UE-CEF Les Cèdres », adresse : 8 avenue Viton, 13009.

			Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
Unité éducativ e	Jeunes suivis 2024	IN F	ADJ -A	AS S	CAD -EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ -T	PSY - at	AP T
UECEF		1	1	0	2		17	1	1	3	?	

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2015 CF/ 2017 contrôle de suites

Le service territorial éducatif d'insertion
DÉNOMMÉ « **STEI MARSEILLE** »

(DIRECTION TERRITORIALE DES BOUCHES DU RHONE)

Le service territorial éducatif d'insertion de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « STEI Marseille », adresse : 7 Impasse Sylvestre, 13381 Marseille est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative d'accueil de jour, dénommée « UEAJ Classe relais Passerelle », 7 Impasse Sylvestre, 13381 Marseille.
- une unité éducative d'accueil de jour, dénommée « UEAJ Sylvestre », 7 Impasse Sylvestre, 13381 Marseille.
- une unité éducative d'accueil de jour, dénommée « UEAJ Ecole d'application », 7 Impasse Sylvestre, 13381 Marseille.

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	PT
UEAJ Classe relais Passerelle		1		1		5		1			2
UEAJ Sylvestre		1		1		1		Même DS	1		3
UEAJ Ecole d'application		1		1		4		Même DS			2

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

PT : professeur technique

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2017

L'établissement de placement éducatif et d'insertion dénommé
DÉNOMMÉ « **EPEI Avignon** »

(DIRECTION TERRITORIALE ALPES VAUCLUSE)

L'établissement de placement éducatif et d'insertion de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « EPEI Avignon », adresse : 79 rue des Provençales, 84000 Avignon, est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative d'hébergement collectif, dénommée « UEHC Avignon », adresse : 79 rue des Provençales, 84000 Avignon
- une unité éducative d'accueil de jour, dénommée « UEAJ Avignon », adresse : 75 avenue Jean Jaurès, 84000 Avignon

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	PT
UEHC Avignon		1		1		14	1	1	4		
UEAJ Avignon		1		1		3		Même DS			2

ADJ-A : adjoint administratif
 ASS : assistant de service social
 CADEC : cadre éducatif
 CSE : chef de service éducatif
 EDU : éducateur
 PSY : psychologue
 DIR : directeur de service
 ADJ-T : adjoint technique
 PSYat : psychiatre
 APT : apprenti
 PT : professeur technique

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2014

Le centre éducatif fermé
DÉNOMMÉ « **CEF MONTFAVET** »

(DIRECTION TERRITORIALE ALPES-VAUCLUSE)

Le centre éducatif fermé de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « CEF Montfavet », adresse : 367 Chemin de la Croix de Joannis, CS 80104, 84144 Montfavet.

Montfavet, est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative de centre éducatif fermé, dénommée « UE-CEF Montfavet », 84144 Montfavet.

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	INF	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	PT
		1		2	1	15	1	1			3

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

INF : Infirmière

PT : professeur technique

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2019

Le centre éducatif fermé
DÉNOMMÉ « **CEF DE BRIGNOLES** »

(DIRECTION TERRITORIALE DU VAR)

Le centre éducatif fermé de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « CEF Brignoles », adresse : Chemin de la Fenouillette - Route des vins, 83170 Brignoles, est constitué des unités suivantes :

– une unité éducative de centre éducatif fermé, dénommée « UE-CEF Brignoles », Chemin de la Fenouillette - Route des vins, 83170 Brignoles.

Unité éducative	Jeunes suivis 2024	Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
		ADJ-A	ASS	CAD-EC	INF	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	PT
		1		2	1	14	1	1	6		1

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

PT : Prof technique

INF

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2022 contrôle thématique laïcité

L'établissement de placement éducatif et d'insertion
DÉNOMMÉ « **EPEI DE NICE** »

(DIRECTION TERRITORIALE DES ALPES MARITIMES)

L'établissement de placement éducatif et d'insertion de la protection judiciaire de la jeunesse, dénommé « EPEI de Nice », adresse : XXXXXX , ville : XXXXX, est constitué des unités suivantes :

- une unité éducative d'hébergement collectif, dénommée « UEHC Nice », adresse : 10 rue des Lilas, 06100 Nice,
- une unité éducative d'accueil de jour, dénommée « UEAJ Antibes », adresse : 36 boulevard Tzarewitch 06000 NICE,
- une unité éducative d'hébergement diversifié, dénommée « UEHD Antibes », adresse : 1770 route de Grasse, 06600 Antibes

		Effectif (ETP moyens annuels 2024)									
Unité éducative	Jeunes suivis 2024	ADJ-A	ASS	CAD-EC	CSE	EDU	PSY	DIR	ADJ-T	PSY-at	PT
UEHC Nice		1		1		14	1	1	3		
UEAJ Antibes		1		1		3		Même DS			2
UEHD-R Antibes		1		1		5	1	Même DS			

ADJ-A : adjoint administratif

ASS : assistant de service social

CADEC : cadre éducatif

CSE : chef de service éducatif

EDU : éducateur

PSY : psychologue

DIR : directeur de service

ADJ-T : adjoint technique

PSYat : psychiatre

APT : apprenti

Date du dernier contrôle de fonctionnement : 2022 contrôle thématique laïcité